

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Irani, Georges. *The Papacy and the Middle East. The Role of the Holy See in the Arab-Israeli Conflict 1962-1984*, University of Notre-Dame Press, Notre-Dame, 1986, 211 p.

par Léopold Battel

Études internationales, vol. 20, n° 3, 1989, p. 765-766.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702576ar>

DOI: 10.7202/702576ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

dre comment fonctionnent les différentes institutions étatiques. Parmi ces institutions, l'auteur consacre un chapitre entier aux « organisations participatives ». On y retrouve bien sûr les fameuses organisations sociales et/ou « créatrices » qui sont une des spécificités du système soviétique. À propos de ces dernières, on sera moins affirmatif que l'auteur en ce qui concerne leur relative autonomie à l'égard du Parti et l'on s'étonnera que ce sujet ait été abordé dans la partie consacrée à l'État et non dans celle sur le PC. La plupart d'entre elles sont en effet considérées comme les « courroies de transmission » du parti communiste. Par contre, on ne peut qu'apprécier l'existence d'un chapitre consacré aux « lettres des citoyens », à ces lettres que, de tout temps, la presse officielle a publié dans ses colonnes. Les mécanismes, les fonctions, et, surtout les limites et la valeur de ce courrier sont ainsi scrupuleusement démontés. Ce chapitre est particulièrement utile à un moment où ces lettres, sont devenues avec Gorbatchev un des instruments de la « perestroïka ».

La troisième partie, consacrée aux groupes sociaux, ne traite pas seulement des principales « classes » sociales au sens strict du terme: ouvriers, cadres et paysans. Un chapitre entier est consacré aux femmes. Ce chapitre permet, à partir de données démographiques, de dresser un tableau assez complet des principaux problèmes sociaux qui se posent actuellement en URSS, qu'il s'agisse du travail, de l'absentéisme, de l'alcoolisme, des nationalités...

Pour ce qui concerne le chapitre consacré aux ouvriers, on retiendra plus particulièrement l'analyse consacrée à la place politique et sociale de ce groupe dans une société en principe prolétarienne et dirigée par un parti tout aussi prolétarien. On remarquera que tout n'est pas aussi glorieux pour cette « avant-garde », même si, dans leurs biographies officielles, tous les

dirigeants en sont issus. Ceci serait destiné à laisser quelque espoir d'amélioration de la situation de tout citoyen soviétique, fût-il le plus défavorisé.

Si M. Gorbatchev est peu présent dans le corps de l'ouvrage, la conclusion est consacrée à sa politique. Luc Duhamel met ainsi l'accent sur un point essentiel que la « glasnost » et la « perestroïka » font parfois oublier à certains non spécialistes: Gorbatchev est un léniniste. Par une comparaison peut-être un peu provocante mais particulièrement bien vue, il affirme ainsi que Gorbatchev peut être assimilé au Reagan du début des années 80, au Reagan qui « proposait une renaissance de l'Amérique par un retour aux valeurs fondamentales ». Il en est effectivement de même pour Gorbatchev.

Jean-Christophe ROMER

INSED, Université de Paris I.

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

IRANI, Georges. The Papacy and the Middle East. The Role of the Holy See in the Arab-Israeli Conflict 1962-1984, University of Notre-Dame Press, Notre-Dame, 1986, 211p.

Alors que le judaïsme et l'islam coiffent religion et nationalisme, le catholicisme est plutôt circonscrit à la seule religion. Cependant, l'universalité de l'Église autant que son influence sur la scène internationale constituent des éléments significatifs pour les nations et les chefs d'État. Le Vatican a toujours porté un intérêt marqué pour le Moyen-Orient en vue d'y encourager des solutions en faveur de la paix. Dans « The Papacy and the Middle East », George Irani examine la politique du Vatican face au

conflit israélo-palestinien, à la question du statut de Jérusalem et des lieux saints et enfin, à la guerre au Liban. Comme il n'existe pas à vrai dire d'exposé global de la politique vaticane sur ce sujets, Irani a procédé à une série d'études de cas scrutant les déclarations et l'activité diplomatique du Saint-Siège desquelles il tire ses conclusions. Il a de plus complété cette analyse par de nombreuses entrevues avec des personnes de premier plan. Le Vatican, comme d'autres acteurs concernés par le Moyen-Orient, s'avère ne pas être totalement impartial, celui-ci cherchant à promouvoir et défendre des intérêts qui lui sont propres. Parmi ceux-ci, les considérations humanitaires à l'endroit des Palestiniens sont aussi liées aux préoccupations du Saint-Siège visant à assurer une présence catholique en Terre sainte. Le Saint-Siège veut également entretenir le dialogue inter-confessionnel entre les trois grandes religions monothéistes. Il s'ensuit des politiques qui amènent le Vatican à reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens, le droit à l'État d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières bien définies, à accepter une juridiction nationale sur Jérusalem mais contrebalancée par un contrôle international, et enfin à favoriser la préservation de l'entité chrétienne au Liban par le dialogue avec les communautés musulmanes.

L'étude dégage clairement une politique d'équidistance du Vatican fondée sur la constance des principes qui la guident : accès au Pape ou au Saint-Siège par toutes les parties au conflit, sans exception ; le Vatican offrira volontiers d'agir en médiateur ; et, étant une institution religieuse, le Saint-Siège ne proposera pas de solutions techniques à la résolution du conflit. La diplomatie vaticane y apparaît d'autant plus habile qu'elle doit oeuvrer dans un contexte des plus difficiles. Mais la justesse des vues à long terme du Vatican, alliée à une patience historique à l'abri des intérêts trop immédiats qui caractérisent les autres États,

trouve sa récompense dans les sollicitations dont il fait l'objet par les acteurs internationaux concernés par le conflit.

En fait, le Saint-Siège ayant l'avantage d'être en rapport permanent avec toutes les parties impliquées dans le conflit, son prestige et son influence sur la scène internationale et dans les instances internationales comme les Nations Unies, incitent les parties, même les plus réticentes, à tenir compte des positions du Vatican.

L'auteur a réussi à entamer l'analyse d'un domaine demeuré jusqu'ici relativement inexploré, et son étude peut être considérée comme un jalon important pour l'approfondissement du sujet. Irani a su remarquablement dégager le rôle et l'influence du Vatican sur la base de déclarations officielles et de l'activité diplomatique du Saint-Siège.

L'ouvrage vient de sortir en édition de poche cette année et sera traduit en arabe, français et italien. George Irani rédige actuellement un livre sur l'histoire de la Mission pontificale pour la Palestine.

Léopold BATTEL

Ministère des Affaires extérieures, Ottawa

SULIMAN, Hassan Sayed. The Nationalist Movements in the Maghrib: A Comparative Approach. Research Report no. 78. Uppsala: The Scandinavian Institute of African Studies, 1987, 87 p.

L'objectif principal de l'auteur de ce petit livret de 87 pages est de répondre à la question, « Pourquoi trouve-t-on trois systèmes politiques différents au Maghreb après l'indépendance (c'est-à-dire, une « monarchie constitutionnelle » au Maroc, un système « présidentiel » en Tunisie et un système de parti unique socialiste en Algérie), malgré le fait que tous ces trois pays avaient été